

www.delaplanete.org / No 7 janvier-février 2003

## Essai: Privatisation de l'eau

Par Curtis Runyan

Traduction Alexandre Friederich

Le 8 avril 2000, Robinson Iriarte de la Fuente, un capitaine de l'armée bolivienne formé aux Etats-Unis, s'empara de son fusil et tira en direction d'une barricade érigée par des contestataires. La veille, le président bolivien Hugo Banzer avait imposé la loi martiale et appelé à la rescousse les militaires pour ramener l'ordre dans les rues de Cochabamba, la troisième ville du pays. Malgré ces mesures, des milliers de personnes se réunirent sur la place centrale, prolongeant une série de manifestations commencée plusieurs mois auparavant suite à la décision prise par le gouvernement de privatiser le système de distribution d'eau de la ville.



La Banque mondiale refusait un allègement de la dette de 600 millions de dollars si la Bolivie ne privatisait pas son système de distribution d'eau. Cédant à cette menace, Cochabamba signa en septembre 1999 avec Aguas del Tunari, un consortium international contrôlé par la société américaine Bechtel, un contrat aux termes duquel elle lui confiait la gestion de son réseau d'eau obsolète et inapproprié. Les factures d'eau des ménages augmentèrent de 35% en un mois, cependant que le service demeurait généralement sporadique avec moins de quatre heures de distribution quotidienne d'eau dans certaines parties de la ville. La réponse de la Coordination pour la défense de l'eau et de la vie, une coalition de syndicats ouvriers, d'environnementalistes et de militants sociaux, consista à convoquer une grève générale qui fit de Cochabamba une ville morte.

Le tir d'Iriarte tua sur le coup Victor Hugo Daza, un étudiant de 17 ans, dont la mort mit un comble à la colère des manifestants. Des centaines d'autres contestataires furent blessés. Devant la montée de la violence, les responsables d'Aguas del Tunari s'enfuirent de la ville. Les représentants du gouvernement organisèrent une réunion d'urgence et résilièrent le contrat, annonçant dans la foulée que la société venait d'abandonner sa concession, d'une durée de 40 ans et d'une valeur de 2,5 milliards de dollars.

Les manifestants crièrent victoire. Le gouvernement bolivien ramena le système de distribution d'eau dans le giron public et appela la Coordination à participer à sa gestion. "Le peuple, à l'inverse des dirigeants, a dit non à la privatisation de l'eau car c'est une ressource sans laquelle on ne peut pas vivre", déclara quelques jours plus tard Oscar Olivera, syndicaliste et chef de la Coordination, dans le cadre d'une conférence donnée à Washington. Pour autant, les problèmes d'eau à Cochabamba sont loin d'être résolus.



La privatisation des entreprises d'Etat et des services publics ont longtemps figuré au rang des recommandations de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Mais ce n'est que récemment que de telles privatisations, véritables "thérapies de choc" destinées selon le FMI à permettre aux pays endettés d'attirer les investissements des multinationales, ont été appliquées aux services publics de distribution d'eau. Lorsque au sommet de la terre à Rio en 1992, les leaders du

monde entier acceptèrent de considérer l'eau comme un "bien économique", ils prenaient acte de l'incapacité des services publics de la planète à garantir de l'eau potable et saine à plus de 1,1 milliards d'individus. Cette qualification internationale de l'eau a ouvert la porte aux multinationales cherchant à tirer profit de cette ressource fondamentale, considérée par beaucoup comme un droit humain.

"L'eau est une ressource publique et il est du devoir de l'Etat de veiller à ce chaque citoyen puisse y avoir accès dans de bonnes conditions, tant du point de vue sanitaire que quantitatif", martèle Sandra Postel, directrice du *Global Water Policy Project* (Projet mondial pour une politique de l'eau, GWPP) à Amherst dans le Massachusetts. "Si l'Etat n'a pas rempli cette fonction, qui le fera ? Le secteur privé est-il un recours possible ?" A n'en pas douter les réponses à ces questions feront l'objet de débats acharnés dans le futur, tant il est vrai que de plus en plus de gouvernements se tournent aujourd'hui vers le secteur privé afin de trouver les investissements nécessaires à la modernisation de systèmes de distribution d'eau obsolètes et inappropriés.

A l'heure actuelle, 36 pays - tous situés en Afrique, en Asie ou au Proche-Orient - doivent faire face à une situation urgente en matière d'eau, ce qui signifie concrètement qu'ils ne disposent pas d'assez d'eau douce pour répondre à la demande de l'industrie, des municipalités et de la production alimentaire dans le pays. Sept autres pays - parmi lesquels l'Ethiopie, l'Iran et le Nigeria - rejoindront ce premier groupe à l'horizon 2015.

Avec une demande d'eau en constante augmentation et des ressources toujours moindres, l'industrie de l'eau estime que le revenu potentiel du marché de l'eau pourrait s'élever à 1 trillion de dollars. La part inexploitée du marché est conséquente : les sociétés privées fournissent aujourd'hui moins de 10% des services d'eau dans le monde. Les deux plus importantes sociétés d'eau, Vivendi et Suez Lyonnaise des Eaux (toutes deux établies en France), tirent chacune environ 10 milliards de dollars de l'eau et des services liés à l'épurations des eaux usées. Ensemble, elles fournissent de l'eau à plus de 200 millions de personnes dans plus de 120 pays.

Tandis que des pays où le système de distribution de l'eau fonctionne bien - c'est par exemple le cas des Etats-Unis - n'ont privatisé que lentement leurs infrastructures, de nombreux pays en voie de développement, qui doivent faire face à une urbanisation rapide et à des systèmes de distribution en piteux état, recherchent l'assistance du secteur privé. La Banque mondiale estime que mettre sur pied les infrastructures nécessaires à la satisfaction de la demande d'eau croissante au cours de la prochaine décennie coûtera plus de 60 milliards de dollars par année. La privatisation a permis à certains gouvernements d'attirer les capitaux privés et les moyens techniques requis pour construire ou étendre des systèmes de distribution d'eau très onéreux mais indispensables pour connecter au réseau les millions de personnes qui aujourd'hui n'y ont toujours pas accès.

Nombre de communautés pauvres s'approvisionnent aujourd'hui à des sources suspectes ou auprès d'onéreux distributeurs locaux. A Abidjan, en Côte d'Ivoire, certaines familles pauvres paient 5 fois le prix fixé par la municipalité ; à Dacca, au Bangladesh, certaines paient jusqu'à 25 fois ce prix ; au Caire, en Egypte, ce prix peut être multiplié par 40. La privatisation du système de distribution d'eau à El Alto, en Bolivie - où les familles pauvres paient actuellement pour une eau livrée par camions-citernes un prix 10 fois supérieur à celui des habitants connectés au réseau - permet à des communautés pauvres de se connecter au système d'eau municipale et de réduire ainsi leur facture de consommation.

"Dans bien des pays, l'eau est un secteur paternaliste. Les gens s'attendent à ce que l'eau leur soit livrée à bas prix ou même gratuitement, relève Keegan Eisenstadt, un hydrologue qui travaille pour *Development Alternatives*, une société de consultation établie aux Etats-Unis. Mais plus les villes grandissent, plus il devient difficile pour les services publics de réunir les fonds nécessaires au maintien des systèmes de distribution, sans même parler de la construction de nouvelles infrastructures".

"Si elle est gérée avec soin, la privatisation peut contribuer à améliorer le système en apportant le capital et les moyens techniques nécessaires pour, par exemple, réparer des fuites dans les conduits principaux, étendre le réseau afin d'approvisionner des communautés non-connectées ou moderniser le système de facturation. En revanche, les conséquences ont été explosives à chaque fois qu'un gouvernement a négligé de superviser la conversion au secteur privé.



Les différentes opérations de privatisation dans le monde ont débouché sur de considérables augmentations des tarifs, sur de nombreux licenciements, sur un abaissement des garanties environnementales, ont provoqué l'arrêt de certaines initiatives de protection de l'environnement et remis en cause le service aux communautés pauvres ou éloignées. "Dans la mesure où les sociétés sont motivées par le profit et non par le service public, rien ne peut les contraindre à desservir en eau les consommateurs pauvres" souligne Maude Barlow, qui s'est illustrée dans la lutte contre la privatisation de l'eau avec le groupe d'avocats *Council of Canadians*, dans son rapport *L'Or bleu*.

En Argentine, dans la province de Tucuma, une filiale de Vivendi a dû renoncer à son contrat suite à de fortes hausses des coûts assorties de la livraison d'une eau de piètre qualité ayant entraîné une grève générale des paiements. Au Ghana, où le revenu moyen par jour atteint à peine 1 dollar, d'importantes manifestations éclatèrent suite à la décision du gouvernement de doubler le prix de l'eau afin de préparer la privatisation du système, conformément aux exigences du FMI. A Atlanta en Géorgie, la municipalité a menacé de résilier son contrat avec Suez suite à de nombreux cas de contamination et une baisse des prestations (la société avait procédé à d'importants licenciements afin de réduire ses coûts de gestion).

"Les avantages potentiels de la privatisation se font particulièrement sentir là où les gouvernements ont fait preuve de faiblesse et se sont montrés incapables de satisfaire les besoins élémentaires en eau de la population" peut-on lire dans le nouveau rapport exhaustif sur la privatisation de l'eau publié par le *Pacific Institute for Studies in Development, Environment and Security* (PISDES). "Malheureusement, c'est également là où les gouvernements sont les plus faibles que la privatisation est la plus risquée, en raison du manque de moyens et de l'intendance nécessaires à la protection de l'intérêt public."



"La privatisation de l'eau peut entraîner la corruption et déboucher sur une hausse des coûts, un service à la clientèle déficient et une perte, au niveau local, du contrôle et de la transparence" déclarait Wenonah Hauter, membre de *Public Citizen*, un groupe d'avocats publics établi à Washington. Après des années de lobbying de la part de groupes tels que *Public Citizen*, d'unions locales et d'autres organisations, la ville de la Nouvelle-Orléans en Louisiane a rejeté des propositions de contrat d'eau de Suez et de Vivendi portant sur un milliard de dollars et une période de 20 ans.

"On peut dire sans hésiter que la course à la privatisation des marchés n'a pas réussi à résoudre certains des problèmes les plus aigus posés par l'eau", dit Peter Gleick, maître d'œuvre du rapport du PISDES *La nouvelle économie de l'eau*. La privatisation laisse à

l'écart des communautés pauvres et éloignées, met à mal les programmes de protection des sites ou encore dégrade les écosystèmes en raison des efforts déployés pour exploiter toujours plus de nouvelles sources. Pourtant, le rapport conclut que la prise de contrôle par le secteur privé de certains éléments de l'approvisionnement en eau peut contribuer à satisfaire les besoins fondamentaux des personnes et des écosystèmes, à augmenter l'efficacité et la productivité des systèmes de distribution et à fournir aux communautés pauvres un accès équitable à cette ressource.

"Comment rassembler le capital permettant d'investir dans les pompes, les conduits et les puits nécessaires et comment le faire de manière éthique, à un coût raisonnable et dans le respect de l'environnement ?" En réponse à sa question, Sandra Postel, du GWPP, ne fait pas de mystères: "Idéalement, je préférerais que les sociétés privées ne s'en mêlent pas. Elles sont plus motivées par les profits que par le service public et elles doivent avant tout rendre des comptes à leurs actionnaires, pas au public. Encore faudrait-il que les moyens du gouvernement puissent rivaliser."

S'agissant de Cochabamba, l'avenir du système de distribution de l'eau est incertain. Bien que la coopérative de l'eau Coordinadora ait connecté un certain nombre de communautés jusque là non desservies et installé un nouveau réservoir d'eau de très grande taille, le système nécessite des réparations, et le service public est criblé de dettes. De nouveaux investissements étrangers semblent peu probables et 40% de la ville ne dispose toujours d'aucun service d'eau. Quant à la société Bechtel, elle poursuit la ville à hauteur de 25 millions de dollars pour rupture de contrat et perte sur investissement. La guerre de l'eau de Cochabamba a cependant touché une corde sensible partout dans le monde et posé clairement la question de savoir qui contrôlera l'eau dans le futur.